



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

terrorisme

Question au Gouvernement n° 3348

Texte de la question

MOBILISATION DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE CONTRE LE TERRORISME

M. le président. La parole est à Mme Élisabeth Guigou, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

Mme Élisabeth Guigou. Monsieur le ministre des affaires étrangères, vendredi dernier, 129 morts et 352 blessés de dix-neuf nationalités ont été victimes d'assassins porteurs d'une idéologie de mort qui veut anéantir la civilisation et les valeurs de l'humanité. Parmi ces victimes, surtout des jeunes, de notre jeunesse française, diverse, métissée, mais unie dans la même joie de vivre.

La France, notre pays, est meurtrie, mais elle est debout. Elle continue à vivre et résiste à la peur. Elle en appelle à la fraternité comme encore ce matin à Saint-Denis. C'est notre réponse aux terroristes qui veulent que notre société se déchire. En cet instant tragique, mes chers collègues, nous avons un devoir de dignité. Merci pour la séance de cet après-midi.

Je veux moi aussi remercier nos forces de sécurité et de secours, nos militaires, exemplaires de courage, de compétence et de dévouement à notre patrie.

Lundi, devant le Congrès du Parlement, le Président de la République a décidé d'intensifier les frappes contre Daech et a appelé à une « grande et unique coalition ». Car, contrairement à certaines allégations, la France n'a jamais cessé de parler à la Russie, à l'Iran et aux pays arabes de la région, comme aux Américains et aux Européens. Le Président de la République et vous-même, monsieur le ministre, avez toujours mené le dialogue directement avec MM. Poutine et Lavrov sur les dossiers ukrainien et syrien.

La semaine prochaine, le Président de la République rencontrera avec vous M. Obama à Washington et M. Poutine à Moscou. Hier, pour la première fois, la Russie a frappé Daech à Raqqa. Les Etats-Unis nous fournissent aussi davantage de renseignements. À la suite du G20 et de la réunion de Vienne, que pouvons-nous attendre, monsieur le ministre, de nos partenaires ? Comment se positionnent les pays de la région, en particulier les Iraniens ?

En Syrie, même si les actions militaires sont nécessaires, la solution reste politique. Comment voyez-vous s'amorcer la transition politique, même si le sort d'Assad n'a pas été tranché ? Où en sont les discussions ? *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères et du développement international.

M. Laurent Fabius, *ministre des affaires étrangères et du développement international.* Madame la députée, chacun ici vous rejoint dans l'hommage que vous avez rendu.

Vous m'avez posé des questions précises et nombreuses, peut-être trop nombreuses pour le temps limité dont je dispose pour y répondre.

S'agissant des décisions prises à Vienne, même si cela est passé inaperçu dans le fracas, inévitable, c'est la deuxième fois que nous nous y sommes retrouvés, samedi dernier : nous avons adopté ensemble, y compris avec les Russes et les Iraniens, un plan qui, dans l'idéal, devrait nous conduire à un cessez-le-feu et à un gouvernement nouveau, puis à une constitution et à une nouvelle élection. C'est très difficile mais nous l'avons adopté. Le fait marquant, c'est que c'est le Conseil de sécurité des Nations unies, dont la France est un membre permanent, qui sera chargé, finalement, de superviser tout cela.

S'agissant des Russes, comme vous l'avez souligné, lorsque ceux-ci ont proposé au mois de septembre une coalition internationale, nous avons répondu oui dès lors qu'ils frapperaient prioritairement Daech et non l'opposition modérée. Il semble que ce soit désormais le cas et c'est une bonne chose.

Quant aux Iraniens, s'ils se sont associés à l'hommage rendu aux victimes à Paris, en revanche, je n'ai pas, jusqu'à présent, observé de modification de posture, ni dans leur langage sur la transition politique, qui reste nécessaire, ni sur les combats eux-mêmes.

Voilà où nous en sommes. Le Président de la République sera la semaine prochaine à Washington et à Moscou. Le ministre de la défense et moi-même travaillons sur les questions européennes. Des propositions devraient être acceptées par nos partenaires. Oui, la coalition internationale est indispensable. Nous pensons que ce plan d'ensemble doit avancer. En tout cas, même si nous considérons que la lutte contre Daech sera longue, notre détermination est totale. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.)*

Données clés

Auteur : [Mme Élisabeth Guigou](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (6^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3348

Rubrique : Ordre public

Ministère interrogé : Affaires étrangères

Ministère attributaire : Affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [19 novembre 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [19 novembre 2015](#)